



CHAPITRE 122

CHAPTER 122

Loi modifiant la charte de la ville de Tracy An Act to amend the charter of the town of Tracy

[Sanctionnée le 21 février 1957]

[Assented to, the 21st of February, 1957]

Preamble.

ATTENDU que la ville de Tracy a, par sa pétition, représenté qu'elle a besoin de plus amples pouvoirs pour son administration et pour assurer davantage le bien-être de ses habitants, et à ses fins, qu'il est devenu nécessaire de modifier sa charte et la Loi des cités et villes;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Immeubles pour fins industrielles.

1. Nonobstat toute loi générale ou spéciale à ce contraire, il est loisible à la ville de Tracy, sur la recommandation du ministre des affaires municipales, et avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, de construire, acquérir, ou entretenir un ou des immeubles, devant servir, en totalité ou en partie, à des fins industrielles, dont le coût total ne devra pas excéder deux cent mille dollars (\$200,000.00).

Vente ou location.

2. La ville est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles et que le prix de location ne soit moindre que le montant représentant six pour cent d'intérêt par

Preamble.

WHEREAS the town of Tracy has, by its petition, represented it needs more extensive powers for its administration and the better to ensure the welfare of its inhabitants, and, for its purposes, it has become necessary to amend its charter and the Cities and Towns Act;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Immoveables for industrial purposes.

1. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the town of Tracy may, upon the recommendation of the Minister of Municipal Affairs and with the prior approval of the Quebec Municipal Commission, build, acquire or maintain one or more immoveables to be used in whole or in part for industrial purposes, the total cost whereof shall not exceed two hundred thousand dollars (\$200,000.00).

Sale or lease.

2. The town is authorized to sell or lease the said immoveable or immoveables on such conditions as it may determine, provided that the selling price is not less than the cost of the said immoveables and that the rental price is not less than an amount representing six per cent

année sur le coût de construction plus les frais d'entretien desdits immeubles.

interest per annum on the cost of construction plus the cost of maintenance of the said immoveables.

Garantie.

3. Dans le cas où la ville donnera à bail le ou lesdits immeubles, une garantie valable et suffisante devra être exigée du locataire à l'effet qu'il accomplira ses obligations pendant la durée d'au moins cinq ans, et s'il s'agit d'une industrie, que des salaires raisonnables seront payés et des conditions de travail justes seront accordées aux ouvriers employés à cette entreprise.

3. If the town should lease the said immoveable or immoveables, good and sufficient security shall be required from the lessee that he will fulfil his obligations for a period of at least five years, and in the case of an industry, that reasonable wages will be paid and fair working conditions granted to the workmen employed in such undertaking.

Emprunt.

4. Pour les fins susdites, le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas deux cent mille dollars, (\$200,000.00) par règlement approuvé par les électeurs propriétaires, et, au préalable, par la Commission municipale de Québec et par le ministre des affaires municipales.

4. For the aforesaid purposes, the council may borrow a sum not exceeding two hundred thousand dollars, (\$200,000.-00) by by-law approved by the elector-proprietors and previously, by the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs.

Commission d'industrie et du tourisme.

5 Le conseil est autorisé à instituer, par règlement, une commission de l'industrie et du tourisme, composée de pas moins de cinq membres ni de plus de sept, dont un échevin, et les autres choisis parmi les citoyens de la ville ayant, dans l'opinion des membres du conseil, les qualités requises pour en faire partie.

5. The council is authorized to establish by by-law a tourist and industrial commission composed of not less than five members and not more than seven, one of whom shall be an alderman and the others chosen from among the citizens of the town who, in the opinion of the members of the council, are qualified to be members thereof.

Durée.

Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.

Such commission shall be constituted for such time as the council may determine.

Durée d'office.

Les membres de cette commission resteront en fonctions durant bon plaisir, et leurs services sont gratuits.

The members of such commission shall remain in office during pleasure and serve gratuitously.

Pouvoirs, etc.

Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés soit par son président, soit par la majorité de ses membres.

The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.

Secrétaire.

Le conseil pourra exiger, par simple résolution, que la commission ait un secrétaire pour rédiger le procès-verbal de ses délibérations et lui en transmettre copie pour telle période qu'il indiquera et ce, dans les huit jours de toutes délibérations ou assemblées.

The council may require, on mere resolution, that such commission have a secretary to draw up minutes of its proceedings and deliver to it copies thereof for such time as it may fix, such delivery to be made within eight days after any proceeding or meeting.

Approbation.

Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisée par le conseil.

Any project involving expenditure of money shall be previously approved by the council.

S.R.,
c. 233,
a. 26, am.
pour la
ville.
Octrois.

6. L'article 26 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 6°, les suivants:
"7° Octroyer des deniers pour aider dans la ville ou ailleurs:

a) aux sociétés scientifiques, artistiques, littéraires, patriotiques, sportives, récréatives, agricoles ou avicoles;

b) à toute communautés religieuses, hôpitaux, orphelinats et dispensaires;

c) à toutes institutions, associations, conférences ou organisations de charité, d'orientation, d'hygiène social, de tourisme, de bien-être social, moral ou physique;

d) aux associations de scouts et de guides;

e) aux foyers et maisons de refuge;

f) pour maintenir ou aider à l'établissement et au maintien de bibliothèques publiques et musées publics; le tout aux conditions que le conseil pourra imposer.

Limite.

Tous les octrois ainsi appropriés ne devront pas dépasser la somme de dix mille dollars (\$10,000.00) annuellement; cette somme pourra être distribuée au gré du conseil, en vertu de résolutions, à la condition d'être prise à même les fonds généraux;

Terrains
de jeu,
etc.

"8° Passer des contrats avec des associations sans but lucratif pour fins d'organisation des loisirs en cette ville, pour la gestion et l'administration de terrains de jeux, de stades, de patinoires, ou autres lieux publics d'amusement et leur accorder à même ledit montant de dix mille dollars (\$10,000.00) prévu au paragraphe précédent, les fonds nécessaires à cette fin, aux conditions que le conseil pourra établir par résolution."

S.R.,
c. 233,
a. 68a,
aj. pour
la ville.

Commis-
sion d'ur-
banisme.

7. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Tracy, en ajoutant après l'article 68, l'article suivant:

"**68a.** Le conseil est autorisé à instituer par règlement, une commission d'urbanisme, composée de pas moins de cinq membres ni de plus de sept, dont un échevin et les autres choisis parmi les citoyens de la ville ayant, dans l'opinion des membres du conseil, les qualités requises pour en faire partie.

6. Section 26 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 6, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 26, am.
for town.
Grants.

"7. Grant moneys to assist, in the town or elsewhere:

a. scientific, artistic, literary, patriotic, sporting, recreational, farming or poultry associations;

b. any religious community, hospital, orphanage or dispensary;

c. any institution, association, conference or organization existing for purposes of charity, vocational guidance, social hygiene, travel or social, moral or physical welfare;

d. boy scouts and girl guides associations;

e. homes and houses of refuge;

f. to maintain or aid in the establishment and maintenance of public libraries and museums, the whole on such conditions as the council may prescribe.

All grants so appropriated shall not exceed the sum of ten thousand dollars (\$10,000.00) annually; such sum may be distributed by resolution at the will of the council, on the condition that it be taken out of the general fund;

Limit.

"8. Make contracts with non-profit associations for purposes of recreational guidance in the town, for the management and administration of playgrounds, stadiums, skating rinks or other public places of amusement, and grant them out of the said sum of ten thousand dollars contemplated in the preceding paragraph, the necessary funds for such purposes, on such conditions as the council may establish by resolution."

Play-
grounds,
etc.

7. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Tracy, by adding after section 68, the following section:

R.S.,
c. 233,
s. 68a,
added
for town.

"**68a.** The council is authorized to establish by by-law a town-planning commission composed of not less than five members nor more than seven, one of whom shall be an alderman and the others chosen from among the citizens of the town who, in the opinion of the members of the council, are qualified to be members thereof.

Town-
planning
commis-
sion.

Durée. Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.

Durée d'office. Les membres de cette commission resteront en fonctions durant bon plaisir et leurs services sont gratuits.

Pouvoirs, etc. Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission, seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés, soit par son président, soit par la majorité de ses membres.

Secrétaire. Le conseil pourra exiger, par simple résolution, que la commission ait un secrétaire pour rédiger le procès-verbal de ses délibérations et lui en transmettre copie pour telle période qu'il indiquera et ce, dans les huit jours de toutes délibérations ou assemblées.

Approbation. Tout projet comportant une dépense de deniers devra, au préalable, être autorisée par le conseil."

Jurisdiction constabulaire. **8.** Le territoire de la ville de Tracy est soumis à la juridiction des constables de la ville de Saint-Joseph de Sorel, pour fins policières et pour l'application des règlements, lois et ordonnances édictés par le conseil de ladite ville de Tracy. Toutefois, il devra y avoir entente entre les deux conseils des villes intéressées quant aux conditions de l'exercice de cette juridiction conjointe.

Jurisdiction de la Cour municipale. Pour la réalisation de l'objet prévu au paragraphe précédent, le territoire de la ville de Tracy est soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Saint-Joseph de Sorel. Les sanctions prévues à tous les règlements édictés par le conseil de la ville de Tracy, concernant son territoire, pourront être décrétés par ladite cour.

S.R., c. 233, aa. 527a-527c, aj. pour la ville, Restaurants ambulants, etc. **9.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville de Tracy, en ajoutant après l'article 527, les articles suivants:

"527a. Le conseil peut réglementer, limiter le nombre des restaurants, buffets, comptoirs ambulants ou en interdire l'exploitation dans les limites de la ville; annuler leur permis ou licence de commerce en tout temps. Au cas d'annulation, la ville devra faire remise d'une partie du

Such commission shall be constituted for such time as the council may determine.

The members of such commission shall remain in office during pleasure and shall serve gratuitously.

The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.

The council may require, on mere resolution, that such commission have a secretary to draw up minutes of its proceedings and deliver to it copies thereof for such time as it may fix, such delivery to be made within eight days after any proceeding or meeting.

Any project involving expenditure of money shall be previously approved by the council."

8. The territory of the town of Tracy shall be subject to the jurisdiction of the constables of the town of Saint-Joseph de Sorel, for police purposes and the enforcement of by-laws, regulations and orders enacted by the council of the said town of Tracy. However the councils of both towns concerned shall reach an agreement as to the conditions and carrying out of such joint jurisdiction.

In the applying of the object provided in the preceding paragraph, the territory of the town of Tracy shall be under the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Saint-Joseph de Sorel. The penalties applying to all the by-laws enacted by the council of the town of Tracy, with respect to its territory, may be enacted by the said court.

9. The Cities and Towns Act is amended, for the town of Tracy, by adding after section 527, the following sections:

"527a. The council may regulate and limit the number of itinerant restaurants, buffets or bars, or to prohibit the operating thereof within the limits of the town; or to cancel their permits or business licenses at any time. In case of cancellation, the town shall remit a portion of the cost of the

Duration.

Term of office.

Powers, etc.

Secretary.

Approval.

Constabulary jurisdiction.

Jurisdiction of Municipal Court.

R.S., c. 233, ss. 527a-527c, added for town. Itinerant restaurants, etc.

coût de la licence correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis. license corresponding to the period remaining unexpired under such permit."

Permis. "527b. Le conseil peut octroyer des permis aux organisateurs ou promoteurs de démonstration en vue de la vente de marchandises ou de produits et les régler. "527b. The council may grant permits to organizers or promoters of show-rooms with a view to sell merchandise and goods, and to regulate the same. **Permits.**

Contribuables imposables. "527c. Le conseil peut faire des règlements pour décréter que les contribuables ou résidents de Saint-Joseph de Sorel, Sorel, Saint-Pierre de Sorel, Sainte-Anne de Sorel, soient considérés comme résidents de la ville de Tracy, pour les fins de la taxation, en vertu des articles 523, 526 et 527 de ladite loi." "527c. The council may make by-laws enacting that the taxpayers or the persons residing in Saint Joseph de Sorel, Sorel, Saint-Pierre de Sorel and Sainte-Anne de Sorel be regarded as residing in the town of Tracy, for tax purposes, under sections 523, 526 and 527 of this act." **Rate-payers deemed residents.**

Location autorisée. 10. Depuis le premier janvier 1924, la ville a le pouvoir de louer les locaux dans l'édifice de l'hôtel de ville, dans le garage municipal et dans les parcs, à tout individu, société, corporation ou gouvernement, pour des fins professionnelles, commerciales, industrielles, sociales et administratives ainsi que tout autre immeuble ou édifice qu'elle aura acquis par voie d'expropriation. 10. Since the first of January, 1924, the town has the power to rent premises in the city hall building, in the municipal garage and in parks to individuals, societies, corporations or to the Government, for professional, commercial, industrial, social and administrative purposes, as well as any other immovable or building it may have acquired by way of expropriation. **Lease authorized.**

Entrée en vigueur. 11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. 11. This act shall come into force on the day of its sanction. **Coming into force.**